

Les dessous d'une victoire

Préparation et accompagnement de l'offensive de septembre 1918 sur le front d'Orient

Paul Guillaumat
Mars 2018

Le 15 septembre 1918 les troupes alliées, sous le commandement de Franchet d'Espèrey, lancent dans le massif de la Moglena une offensive qui va amener en une quinzaine de jours l'effondrement du front des empires centraux, la reddition sans conditions de la Bulgarie le 30 septembre, celle de la Turquie un mois après, et conduire les troupes alliées jusqu'au Danube.

Victoire décisive, dont malheureusement les gouvernements français et anglais de l'époque mesurent mal la portée et les conséquences – à la différence de l'Etat-major allemand ¹-, que l'Histoire a laissée dans l'oubli, et que le « devoir de mémoire » semble avoir également laissée de côté.

Victoire éclair pourtant, marquée par la percée des troupes serbes, grecques, et françaises dans un territoire montagneux, difficile et improbable, par la supériorité aérienne des Alliés, par la rapidité des événements, les difficultés de suivre au jour le jour l'avancée des unités alliées et de leur apporter le ravitaillement nécessaire, et par quelques faits d'armes qui sont passés dans la légende.

Comme l'offensive de la brigade Tranié le long du Vardar, le raid de cavalerie de la brigade Jouinot-Gambetta est un de ces faits d'armes. Après trois jours de marche en terrain montagneux sur des pistes mal balisées et peu sûres, les deux régiments de Chasseurs d'Afrique (le 1^{er} et le 4^{ème}) et le 1^{er} régiment de Spahis marocains tombent sur le quartier général des armées bulgares à Uskub (aujourd'hui Skoplje), alors qu'y refluent des troupes allemandes et bulgares en débandade. L'arrivée totalement inattendue de nos cavaliers y sème la panique.

Uskub figure en bonne place sur l'étendard du 1^{er} Spahis, qui a repris les traditions de ses anciens, et en célèbre annuellement l'anniversaire. ²

Plusieurs raisons expliquent ce succès de l'offensive de septembre 1918.

Tout d'abord la surprise : Franchet d'Espèrey a choisi de faire sa percée là où on ne l'attendait pas, dans le massif de la Moglena, montagneux et aride, alors que la logique aurait voulu qu'elle se produise, dans la vallée du Vardar, qui constitue la route la plus évidente pour rallier Uskub, Nys et Belgrade.

Surprise réelle, malgré les préparatifs nécessaires à l'offensive. Pendant des semaines, des routes ont dû être aménagées, des pièces d'artillerie amenées à bras d'homme sur les pitons définis, sans que ces travaux n'attirent l'attention de l'ennemi.

1 Le 3 octobre 1918 Hindenburg écrivait au Chancelier du Reich : « par suite de l'écroulement du front macédonien, il n'existe plus aucun espoir de forcer l'ennemi à faire la paix »

2 L'auteur de ces lignes a eu la chance de participer en 2008 à la célébration d'Uskub, au cimetière d'Uskub, avec un contingent important du 1^{er} Spahis, alors en opex au Kosovo. La seule célébration d'Uskub à Uskub ?



Pièces d'artillerie (Archives Franchet d'Espèrey)

C'est le même effet de surprise qui va présider au succès du raid de la brigade Jouinot-Gambetta.

D'Espèrey a fait là un pari audacieux en choisissant ce parti, à l'encontre de ceux qu'avaient adopté ses prédécesseurs.

Il a su aussi tirer le meilleur parti des troupes alliées placées sous ses ordres, en sachant mettre à profit leur combativité.

Les Serbes, qui avaient mis du temps à se remettre de leur retraite désastreuse de décembre 1915, et avaient depuis tendance à ménager leurs forces, se sont mobilisés, et la perspective de libérer leur territoire de l'emprise allemande, austro-hongroise et bulgare, a décuplé leur efficacité.

Les Grecs, après avoir longtemps hésité à se joindre à la lutte, avaient repris confiance en leurs capacités militaires lors de l'offensive du Skra di Legen en mai 1918.

Les Anglais, toujours très réticents sur le front de Macédoine, - pour eux l'essentiel se jouait contre les Turcs au Moyen-Orient - ont bien tenu leurs lignes à l'Est du dispositif, sans faire partie de l'offensive principale.

Les Italiens, dont l'attention était rivée sur l'Albanie et la côte de l'Adriatique, ont su malgré tout apporter leur concours.

L'armée française d'Orient, (A.F.O.) qui a retrouvé sous les ordres du général Henrys sa combativité, son moral et sa foi en elle-même, a enfin été un des facteurs principaux de cette victoire.

Sans vouloir aucunement réduire le mérite des Alliés, il faut cependant noter que les troupes qui leur sont opposées en septembre 1918 ne sont plus aussi combattives que dans les années précédentes.

L'armée bulgare souffre d'un manque de moral – dont témoignent les prisonniers ou les déserteurs interrogés par les Alliés. Le sous-équipement des troupes, l'insuffisance du

commandement, et le travail de sape opéré par les bolchevistes, expliquent les désertions nombreuses et le manque de combativité, déjà observé quelques mois plus tôt à Skra di Legen.

Les Allemands, qui exerçaient jusqu'à la fin 1917 une influence certaine auprès de leurs alliés, ont considérablement réduit leurs effectifs dans les Balkans : toutes les ressources disponibles ont en effet été aspirées par le front de France où Ludendorff lance au printemps 1918 ses offensives de la dernière chance.

Les Austro-Hongrois ont aussi beaucoup perdu de leur capacité militaire. Vienne ne croit plus en la victoire et lance depuis quelques mois, derrière le dos des Allemands, des signaux pour demander la paix aux Alliés.

Il faut enfin signaler le rôle double qu'a joué dans cette offensive le prédécesseur de Franchet d'Espèrey à la tête des Armées Alliées d'Orient. (A.A.O.)

Adolphe Guillaumat a en effet commandé les A.A.O. de décembre 1917 à début juin 1918 .Pendant ces six mois il a organisé et remis en état de marche une armée française alors privée de son moral, gagné la confiance des alliés, et forgé l'arme que d'Espèrey a si bien utilisée.

Mais son rôle ne s'est pas arrêté là. Rappelé début juin à Paris par Clemenceau qui avait besoin de quelqu'un de confiance, Guillaumat n'a pas oublié Salonique ni le front de Macédoine, et il a su convaincre le gouvernement Clemenceau, mais aussi les Anglais et les Italiens, de la nécessité de lancer l'offensive de septembre.

Cet article se propose de détailler les deux phases de l'intervention de Guillaumat, lors de son passage à Salonique, et ensuite à Paris, Londres et Rome.



Six mois à Salonique (décembre 1917 à juin 1918)

Nommé président du conseil le 16 novembre 1917, Georges Clemenceau trouve l'occasion qu'il a tant attendue de « faire la guerre, rien que la guerre ». Pour lui, la guerre se décide à l'Ouest, sur le front de France, et le front de Macédoine n'a qu'une importance secondaire, qui transparait bien dans la façon dont il parle, dans sa verve habituelle et souvent injuste, des « jardiniers de Salonique »

Les A.A.O. y sont sous les ordres de Maurice Sarrail, un chef généralement respecté et très bien défendu à Paris par différents cercles républicains ou francs-maçons. Mais Clemenceau s'en méfie et décide de le relever de son commandement, où Sarrail a commis quelques erreurs que ses soutiens n'ont pu étouffer, et où il a parfois tendance à jouer son propre jeu, sans tenir compte des instructions du gouvernement.

Pour le remplacer à Salonique, Clemenceau nomme le 6 décembre Adolphe Guillaumat, qui commande alors à Verdun, depuis fin 1916, la 2^{ème} Armée.

Né en 1863, major de sa promotion de Saint-Cyr, Guillaumat a servi dans l'infanterie en France, en Algérie, puis en Indochine. Il a ensuite commandé le 5^{ème} régiment d'Infanterie. La déclaration de guerre le trouve chef de cabinet du ministre de la guerre Messimy.

Fin août 1914 il prend le commandement de la 33^{ème} division d'infanterie, puis en décembre celui de la 4^{ème} D.I.

Nommé en février 1915 à la tête du 1^{er} Corps d'Armée, en Champagne, et à Verdun où il défend en février 1916 la rive gauche de la Meuse lors de l'offensive allemande ; puis en novembre de la même année sur la Somme, auprès des troupes anglaises.

Il est nommé en décembre 1916 à la tête de la 2^{ème} Armée où il consolide les positions françaises en août 1917 (côte 304, Mort-Homme).

Guillaumat est un soldat républicain dans l'âme. C'est un organisateur et un travailleur, qui n'aime pas laisser trop de place au hasard.

D'origine simple, il est avant tout un homme libre, qui refuse toute affiliation à un parti, qu'il soit de droite ou de gauche, et dit ce qu'il pense, sans précautions excessives. Comme beaucoup de ses collègues, il a ses têtes, et ne brille pas par une admiration excessive pour ses contemporains, qu'ils soient politiques ou militaires.

Rares sont en fait ceux pour qui il professe de l'estime et encore moins de l'admiration. Georges Clemenceau est de ces derniers.

Après avoir pris ses instructions auprès du président du conseil et du général Foch, Guillaumat se met en route le 17 décembre vers l'Italie. De Tarente un contre-torpilleur le mène, via le canal de Corinthe, à Salonique où il débarque le 22 décembre.

Il y prend langue avec Sarrail qui repart le soir même, et prend aussitôt en mains son nouveau commandement.

Situation de l'armée française d'Orient

L'A.F.O. est dans un état moral médiocre. Les troupes ont débarqué à Salonique dès le repli des Dardanelles à la fin 1915. Les Grecs ne leur ont pas facilité les choses, multipliant les obstacles, et les laissant s'installer dans les zones marécageuses et malsaines de Macédoine. Beaucoup d'hommes souffrent de dysenterie ou de la malaria.

Physiquement affaiblis, ils sont également moralement atteints : une activité militaire réduite, malgré quelques offensives, l'absence de permissions – le pays est bien loin, et les routes maritimes sont peu sûres - le sentiment d'être oubliés de la mère patrie, - en particulier pour les troupes qui gardent la ligne du front sur toute la largeur de la péninsule balkanique – et des erreurs de commandement expliquent cette situation.

Comme l'explique Guillaumat dans une lettre du 30 décembre à son épouse, *ce qui agit évidemment sur le moral, c'est l'éloignement, l'absence de nouvelles, et l'exagération de celles qu'on trouve dans les journaux ; un peu de malaria là-dessus, et c'est le cafard* ». ³

L'armée française d'Orient doit composer avec les difficultés de ravitaillement, car la voie maritime est sous la menace permanente des sous-marins autrichiens, et de nombreux navires sont coulés. Guillaumat va s'attacher pour réduire sa dépendance vis-à-vis de la mère-patrie, à favoriser le développement de l'agriculture et de l'industrie locales.



Franchet d'Espèrey inspecte une exploitation agricole produisant du blé pour l'Intendance
(Archives Franchet d'Espèrey)

Les hommes occupent des tranchées glaciales en hiver et torrides en été, sans véritable activité.

L'ensemble des divisions françaises est réparti sur le front, sans plan de défense offensive ou défensive. Il n'y a pas de réserves, donc aucune possibilité de mettre périodiquement les hommes au repos et encore moins de les envoyer en permission.

Tout ceci ne peut que déprimer le moral de soldats qui ne savent pas ce que l'on attend d'eux.

³ De nombreuses citations de cet article sont tirées de la *Correspondance de guerre du général Guillaumat*, de Paul Guillaumat, publiée en 2006 chez L'Harmattan. On ne donnera donc, sous le sigle C3G, que la date et la page de la lettre citée.

Il faut aussi assainir la situation des arrières de l'A.F.O dont la sécurité est menacée à la fois par la soviétisation du contingent russe (et le comportement lamentable de ses officiers), et par les actions menées contre les lignes d'approvisionnement par des bandes de soldats de l'armée grecque restée fidèle au roi Constantin. Des actions vigoureuses devront être menées, qui mobilisent une partie des énergies de nos soldats, mais parviendront à lever ces menaces.

La désorganisation que Guillaumat trouve en arrivant transparait dans une lettre qu'il envoie le 28 février au général Foch, où il déclare : « *Je n'ai rien trouvé ici comme plan de défense, comme projets d'opérations, comme plan de travail des routes {...} Service des routes non créé, service topographique inexistant* »⁴

En mai 1918 l'A.F.O. aligne 230 000 hommes (5 divisions d'infanterie et 3 divisions d'infanterie coloniale). Guillaumat, va, avec l'aide du général Henrys qu'il a nommé à sa tête, l'organiser comme l'est sur le front de France une armée dotée des organes d'administration et de commandement et des services nécessaires.

Il faut aussi la renforcer d'officiers et de spécialistes que Guillaumat demande dès le 15 février au général Pétain : « *deux ou trois généraux, une douzaine d'officiers brevetés, une douzaine de spécialistes, une douzaine d'administrateurs* »⁵

Il lui faut en effet des officiers du génie pour creuser des puits, construire des routes et des voies de chemin de fer, des artilleurs pour mettre sur pieds des opérations avec les Alliés, des aviateurs, des médecins militaires pour améliorer l'état sanitaire des troupes, des officiers du renseignement pour mieux connaître et comprendre la situation environnante, des spécialistes de la logistique pour réduire le temps d'acheminement des fournitures venant de France et du courrier – important pour le moral des hommes. Et aussi des officiers spécialistes de l'information, de l'intendance, des transmissions,et de la censure.

Guillaumat demande aussi, et obtient de Pétain, que lui soient systématiquement envoyées de France les instructions touchant à l'organisation, l'administration et la formation des hommes.

La formation des officiers et des hommes de troupe est ainsi organisée, et permettra aux uns et aux autres de bénéficier de l'expérience durement acquise sur le front de France

Pour mener ce train de réformes, Guillaumat se défait de la plupart des collaborateurs de Sarrail. « *Bien sûr, il faut changer les gens quand on veut changer les choses* »⁶ et s'appuie sur des officiers qu'il connaît et en qui il a confiance. Au premier rang d'entre eux son chef d'état-major, le général Charpy, qui, comme d'autres, l'a suivi depuis la France. Au commandement de l'A.F.O., Guillaumat peut aussi s'appuyer sur le général Henrys.

Généraux Henrys (de profil), Charpy (de face) et Paraskevopoulos

4 C3G, 28 févr 18, p.426

5 C3G 15 févr 18, p.423

6 C3G 2 janv 18, p. 268



(Archives Franchet d'Espèrey)

Etat des contingents alliés

En arrivant à Salonique, Guillaumat se rend assez vite compte de la disparité des contingents alliés qu'il est censé commander, car on ne peut encore parler de commandement unique.

Sarrail entretenait ainsi avec les Anglais de mauvaises relations, et avec les Serbes une alternance de périodes de chaud et de froid.

Le deuxième contingent est l'armée anglaise, avec 150 000 hommes en mai 1918. Effectifs en réduction, car le gouvernement anglais n'a jamais vraiment cru à l'importance du front de Macédoine, et si cette armée est généralement bien équipée, elle n'adopte que rarement un comportement vraiment offensif. Le gouvernement de Londres regarde plutôt vers l'axe Egypte Palestine, et ne se montre pas très coopératif. Le général Milne, qui commande le contingent anglais, était en désaccord fréquent avec Sarrail. Avec Guillaumat les relations vont considérablement s'améliorer.

L'armée serbe, avec 100 000 hommes, s'est certes reprise de sa désastreuse retraite de novembre-décembre 1915, mais si ses troupes sont aguerries et habituées au combat dans ces zones montagneuses, ses chefs sont réticents à se lancer dans l'offensive, et préfèrent préserver leurs forces.

L'armée grecque aligne 90 000 hommes en mai 1918. Elle doit parachever sa mobilisation, soigner les blessures de sa scission entre les troupes restées fidèles au roi Constantin (déposé par les Alliés en juin 1917 au profit de son fils Alexandre), et celles qu'a entraînés en 1916 le premier ministre Venizélos. Sa combativité reste à démontrer, mais la bataille de Skra di Legen à la fin mai 1918 va lui redonner confiance.

)



De G. à D. : Généraux Milne, Michitch (Serbe) et Guillaumat

Le contingent italien (45 000 hommes), en aile gauche du front allié, est plutôt indépendant, aidé en cela par son éloignement géographique de Salonique et s'attache à soutenir les visées qu'entretient Rome sur l'Albanie et la côte adriatique.

Quant aux Russes, les retombées de la révolution de 1917 en ont fait un contingent instable et même dangereux, que Guillaumat va s'efforcer de réduire en proposant à ses troupes, après les avoir retirées du front et désarmées, soit d'être utilisées à des travaux de terrassement des routes en construction à l'arrière du front, soit d'intégrer la Légion étrangère pour combattre en France. Quelques récalcitrants devront être internés dans des îles grecques.

Grande variété comme on le voit, que Guillaumat décrit joliment :

« *Nous étions en lutte depuis quelque temps avec Boyovitch [chef d'état-major de l'armée serbe] il a fait toutes les récriminations, toutes les protestations, mais j'ai tenu bon et*

eu le dernier mot. Il était essentiel de ne pas céder, et je n'ai pas cédé. Même lutte maintenant avec les Italiens, mais là c'est moins brutal, au contraire très entouré de fleurs: le résultat sera le même ; je commence à les connaître et à savoir traiter chacun selon sa manière. Avec les Grecs il y a un moyen parfait : on leur répond qu'on leur accorde mais qu'on leur donnera dès qu'ils seront en mesure de faire ce qu'ils ne veulent pas faire. Comme tu vois, c'est commode de commander à tous ces gens là, surtout quand on est pressé. »⁷



Févr 1918 : Guillaumeat accueille le roi de Grèce à Salonique
(archives Guillaumeat)



17 mai 1918 : Guillaumeat avec le Prince régent de Serbie
(archives Guillaumeat)

« J'admire moins Napoléon depuis que je sais ce qu'est une coalition » Dans ses lettres, Guillaumeat met cette phrase dans la bouche de Sarrail. Quel qu'en soit l'auteur exact, elle caractérise bien la situation et les difficultés que doit affronter le commandant en chef des armées alliées d'Orient.

Guillaumeat initie deux mesures qui vont favoriser l'émergence d'un commandement unique, ou unifié :

⁷ C3G, 26 mars 1918, p. 302.

La première consiste à transformer l'état-major des A.A.O. , jusqu'alors uniquement composé d'officiers français, en état-major interallié, où chaque contingent allié dépêche un officier, intégré au bureau des opérations – donc informé de tout ce qui se prépare - , et spécialement chargé des questions concernant son armée. Ces officiers deviendront rapidement auprès de leurs supérieurs les meilleurs avocats des positions françaises.

La deuxième est d'ouvrir aux officiers alliés qui le désirent l'accès au Centre d'Information créé pour les généraux, chefs d'états-majors et commandants d'unité de l'A.F.O. Les Serbes, les Grecs et les Italiens s'y rendront avec empressement, pas les Anglais..

Résultats des mesures prises

Les conséquences de toutes ces mesures se font sentir très rapidement : les troupes savent désormais ce que l'on attend d'elles. Les instructions sont largement diffusées, un véritable plan de défense a été établi, et l'on commence à travailler, pour l'automne 1918, à une offensive générale.

Le moral des troupes s'est amélioré, et l'esprit combatif est revenu.

300 km de routes ont été construits ou restaurés.

L'intégration des alliés s'est considérablement améliorée, et deux offensives menées en mai (avec les Grecs à Skra di Legen) et juin 1918 (avec les Italiens en Albanie) ont démontré que des résultats tangibles pouvaient être atteints.

Guillaumat s'en félicite dans une lettre à son épouse : *« On a travaillé aux routes jusqu'à ce que le travail soit fini, au lieu d'abandonner au bout de quelques jours. On a surtout été épaté de me voir mettre 2000 travailleurs là où on m'en demandait 300 ; de voir les Anglais nous prêter des rouleaux à vapeur (qu'on ne leur avait jamais demandés pour pouvoir dire qu'ils les refusaient) ; et encore plus d'acheter les décombres de Salonique pour avoir des tuiles et des briques. Et puis il y a encore des « énergomènes » [épithète qui lui a été personnellement appliquée] pour mettre les hôpitaux dans les endroits où il n'y a pas de moustiques ... »*⁸

Il n'est pas le seul à se féliciter. Clemenceau, dans une lettre du 5 juin 1918 – la veille du jour où il va rappeler Guillaumat à Paris – lui écrit : *« Les résultats que vous avez déjà obtenus, et dont je vous félicite, me sont les plus sûrs garants de l'efficacité de votre méthode. »*⁹

Mais devant la multiplication des offensives menées par Ludendorff au printemps 1918, dont la dernière met de nouveau Paris sous la menace allemande, le gouvernement se croit revenu au mois de septembre 1914.

La confiance de Clemenceau en Foch et Pétain s'effrite, et il décide le 6 juin de rappeler Guillaumat à Paris, peut-être pour lui confier le poste de Pétain devenu trop défaitiste ?

Nul ne le sait, mais Guillaumat pense que c'est la raison de cette décision.

Il se voit confier le Gouvernorat Militaire de Paris, ainsi que le commandement du Groupe d'Armées de Paris. Suivant les instructions du GQG, il part en catimini le 8 juin au soir après n'avoir prévenu de son départ qu'un nombre très limité de personnes.

8 C3G, 18 mai 1918

9 C3G,p.315

A son arrivée à Paris diverses tâches importantes l'attendent, ce qui ne l'empêche pas de continuer à s'intéresser à la situation des A.A.O. et même de travailler en « back office » au succès de leurs actions.

D'autant que Clemenceau a nommé, pour lui succéder à Salonique, un général que Guillaumat connaît bien, pour avoir été sous ses ordres en 1916 : Louis Franchet d'Espèrey commandait alors le Groupe des Armées de l'Est auquel était rattachée la 2^{ème} Armée.

Dès sa prise de commandement, d'Espèrey écrit à Clemenceau le 5 juillet:
*« En vous adressant mon premier rapport mensuel, je me fais un devoir de rendre hommage à l'œuvre de mon prédécesseur. Le commandement, les services organisés avec méthode et ingéniosité, sans heurt et sans grippement. Les rapports avec les armées alliées subordonnées sont excellents. L'armée française est en aussi bon état que le permet la situation. »*¹⁰

De son côté, le commandant Fassy, qui a étudié en profondeur le fonctionnement du commandement unique pendant la guerre de 1914-1918, met au crédit de Guillaumat le fait qu'à son départ de Salonique en juin, *« il laisse derrière lui une situation raffermie et une autorité française incontestée. Le commandement des armées alliées est reconnu par les autres états-majors alliés comme le primus inter pares L'existence d'un véritable commandement unifié est l'un de facteurs déterminants qui conduit son successeur à envisager deux semaines près son arrivée en Orient de lancer une offensive ambitieuse. »*¹¹

Fassy conclut son analyse en mettant en avant les quatre facteurs qui ont permis de réaliser le commandement unique en Macédoine en même temps que celui de Foch sur le front de France :

- Parce que les Allemands disposent au cours du premier semestre de l'initiative stratégique, les gouvernements alliés acceptent de placer leurs forces sous deux commandants en chef français.
- Ce commandement unique s'applique à tous les contingents dans des conditions identiques, en lieu et place des accords bilatéraux qui l'ont précédé.
- L'organe de commandement investi de l'autorité en Macédoine a pris une véritable dimension interalliée, et c'est le grand mérite de Guillaumat de l'avoir compris.
- Enfin la France a réussi à s'imposer comme nation-pilote de l'action alliée dans les Balkans. Le règlement de la question grecque en juin 1917 a mis fin au différend franco-britannique, l'attention de Londres se portant plus sur les opérations d'Allenby en Palestine.

Convaincre les gouvernements alliés de lancer l'offensive. (juillet-septembre 1918)

10 Archive Franchet d'Espèrey aimablement communiquée par Christian de Gastines.

11 Le commandement unique aux A.A;O. , Communication du Chef de Bataillon Fassy, , in Bulletin n° 45 du CFHM.

Dès son arrivée à Salonique à la mi-juin, d'Espèrey prend en mains l'outil qui lui a été confié, analyse les plans d'offensive, se rend sur le terrain et dès la fin juin il décide d'un autre plan d'attaque à partir du secteur serbe.

C'est du massif de la Moglena que partira l'offensive destinée à rompre le front bulgare, sous le commandement du prince de Serbie, l'armée serbe étant renforcée de deux divisions françaises, et appuyée par toute l'artillerie lourde disponible.

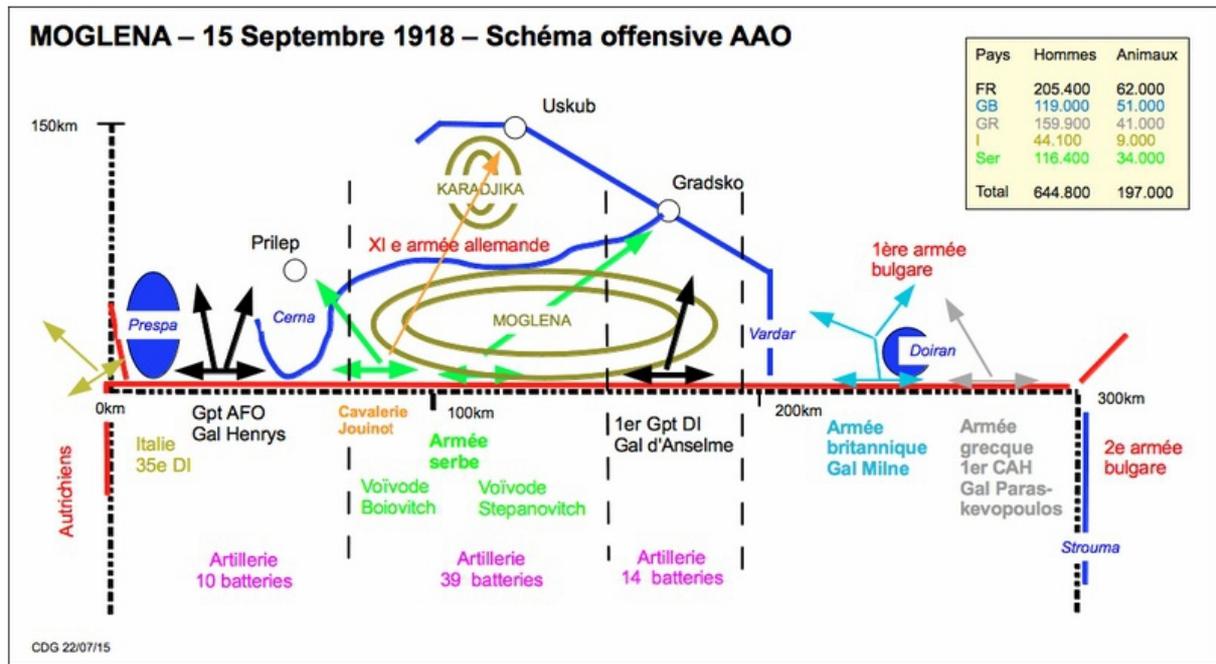


Schéma de l'offensive de la Moglena
(Infographie de Christian de Gastines)

Il faut pour ce plan aussitôt envoyé à Paris obtenir le feu vert du Comité de guerre interallié qui siège à Versailles.

Mais la bataille engagée depuis trois mois sur le front occidental absorbe toutes les énergies et mobilise toutes les ressources disponibles, alors que les pertes en hommes sont sérieuses, et que la montée en puissance des troupes américaines n'est pas achevée – il faudra attendre fin juillet pour que le soutien américain puisse combler les pertes anglo-françaises.

C'est alors que le gouvernement anglais préconise le rapatriement de la plus grande partie des contingents anglais et français engagés en Macédoine, et, pour y parvenir, suggère qu'une négociation soit engagée avec les Bulgares, par le canal des Etats-Unis qui ne sont pas en guerre avec la Bulgarie. Joignant le geste à la parole, Londres rapatrie aussitôt 12 bataillons, tandis que le gouvernement français, sans procéder au rapatriement de ses troupes, suspend l'envoi de contingents de relève en Orient.

Guillaumat découvre ces mesures en arrivant à Paris, et comprend vite qu'il doit intervenir pour convaincre les responsables de l'erreur qu'ils s'apprêtent à commettre. Et pour cela leur démontrer que leur perception de la situation du Front d'Orient n'est pas fondée, et qu'au contraire le lancement d'une offensive sur le front des Balkans est une option possible, intéressante, avec des risques limités, et surtout une option gagnante.

Il va devoir ainsi assurer ce que l'on pourrait appeler le « service après-vente »

De lourdes responsabilités l'attendent dans son nouveau poste : Gouverneur militaire d'un Paris menacé par les offensives de Ludendorff (et les tirs de la grosse Bertha) il se retrouve dans le fauteuil de Gallieni; et en tant que commandant du Groupe des Armées de Paris il doit organiser la contre-offensive. Même si avec le succès de l'offensive de Mangin la menace allemande sur Paris s'atténue.

Guillaumat n'en suit pas moins le déroulement de l'offensive menée avec succès en Albanie par les troupes françaises et italiennes, avec un rien de regret : « *Je ne suis pas découragé, mais, vrai, j'aimerais bien récolter une fois ce que j'ai semé.* »¹² et reconnaît auprès de son épouse qu' « *On m'a prié de continuer à m'occuper des affaires d'Orient* »¹³

Pour ce faire, il va devoir faire preuve d'abnégation :

- Après tout il ne recueillera pas les lauriers de la victoire,
- Ce n'est pas le plan d'offensive qu'il a préparé qui va être appliqué
- Et de plus Guillaumat est chargé fin juillet par Clemenceau de mener une enquête sur les événements qui ont entraîné la rupture du front français sur l'Aisne en juin, affaire dans laquelle le haut commandement français n'est pas totalement blanc, et en particulier le général commandant le Groupe des Armées du Nord, qui n'est autre que Franchet d'Espèrey Guillaumat mesure les pièges qui l'attendent dans cette enquête et n'avance qu'avec précaution sur ce terrain.

De l'abnégation, il lui en faudra donc, mais aussi une bonne dose de ténacité pour lutter contre les idées reçues, les fausses informations, et pour répéter inlassablement les mêmes arguments afin de convaincre des décideurs souvent butés. C'est ce que vont démontrer les pages qui suivent.

Guillaumat, apôtre désintéressé d'une offensive qu'il ne sera pas chargé de conduire.

Le plus facile fut sans doute de convaincre Clemenceau – qui avait suivi et apprécié les progrès engagés en Orient- car un fort lien de confiance existe entre les deux hommes, qui se connaissent et s'apprécient. Sans doute fut-ce moins facile avec Foch, car ils ne semblent pas s'apprécier beaucoup, mais parviennent néanmoins à s'entendre.

L'étape suivante est celle du Conseil supérieur de Guerre (instance strictement française mais où figurent des représentants alliés) du 4 juillet, où Guillaumat informe ses pairs de la situation du front d'Orient et de la nécessité d'une offensive.

Vient alors le tour du Conseil de Guerre Interallié que Clemenceau convoque le 11 juillet à Versailles, où les quatre principaux Alliés (France, Grande-Bretagne, Italie et Etats-Unis) sont représentés de façon permanente par leur ministre des affaires étrangères et un représentant militaire. Guillaumat y est convié et il y développe ses arguments en faveur d'une offensive, les chances de succès de celle-ci, avant de répondre aux questions.¹⁴

Parmi ses arguments, il évoque les changements profonds intervenus depuis six mois en Orient, la supériorité numérique des troupes alliées, leur état moral retrouvé, les succès des récentes offensives menées avec les Grecs et les Italiens. Et aussi le risque que nos alliés locaux (Serbes et Grecs) se sentent abandonnés si nous retirions des troupes, et soient obligés de négocier des sacrifices territoriaux insupportables pour eux si nous entamions des négociations avec les Bulgares.

12 C3G, 17 juin 18, p. 338

13 C3G, 20 juin 18, p. 339

14 Des notes prises par Guillaumat au cours de cette réunion figurent dans C3G, Annexe 6 pp ; 429-430

Guillaumat ajoute que si un retrait des forces françaises et anglaises était décidé, il ne pourrait en aucune façon mettre à la disposition du front français ces troupes avant septembre, à une date où la montée en puissance du contingent américain rendrait moins utile leur renfort.

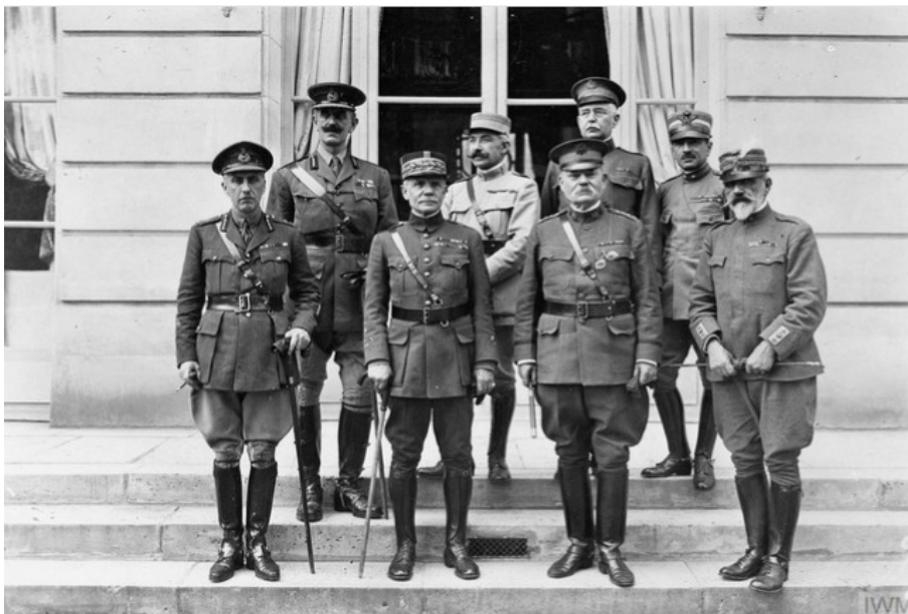
Alors, conclut-il, autant utiliser au mieux, et au plus vite, cette force de 600 000 hommes qui ne pourrait être employée utilement et rapidement sur le théâtre occidental.

Le Conseil de Guerre interallié accepte alors de renoncer – provisoirement - à engager des conversations avec les Bulgares et à rapatrier d'autres troupes, mais sans donner son blanc-seing au projet d'offensive, demandant au contraire plus de détails sur celui-ci.

Guillaumat doit donc rédiger dans la foulée un memorandum destiné au Gouvernement britannique que lui a demandé lord Robert Cecil ¹⁵, qui d'après Guillaumat « *n'a rien avalé* » ¹⁶ ce qui signifie qu'il n'a pas été convaincu par les arguments exposés, et que la réaction du « faites-moi donc une note sur le sujet » ne date pas d'hier...

Il ne pouvait néanmoins être question de ne pas engager les travaux préparatoires à l'offensive, compte tenu des délais nécessaires et de la période des grosses chaleurs. Franchet d'Espèrey fut donc autorisé à lancer ces travaux préparatoires, étant entendu qu'il devrait attendre un accord formel sur son plan, et la date de déclenchement de l'offensive.

Guillaumat doit alors reprendre avec patience son argumentation auprès des représentants militaires auprès du Conseil de Guerre interallié, que ce dernier a chargés



Les représentants militaires auprès du Conseil de Guerre interallié
De G.à D. : les généraux Sackville-West (GB), Belin (F), Bliss (USA) et Robilant (I)
(Archives Franchet d'Espèrey)

d'étudier le plan de l'offensive projetée. Ils sont durs à convaincre, surtout le général anglais

La tension ambiante n'empêche pas Guillaumat de raconter à son épouse l'anecdote suivante : « *Au dernier conseil de Versailles, dans le vestibule, Lloyd George se baisse pour relacer son soulier, et cette posture inconmode déclenche un bruit... Clemenceau riposte*

¹⁵ Ministre britannique des affaires étrangères

¹⁶ C3G, 12 juillet, p. 244

*immédiatement par une manifestation non moins sonore, et d'un air aimable à son interlocuteur : « Pas de pet séparé, Monsieur le Premier ministre ! »*¹⁷

Courant juillet Guillaumat devra encore répondre à des demandes de renseignements émanant de Sackville West, doté de l'entêtement que l'on prête, - sans doute avec raison - à nos voisins d'Outre-Manche.

Entretemps d'Espèrey a arrêté son plan d'opérations définitif, qu'il adresse au gouvernement français, lequel doit le soumettre à l'approbation des Alliés. Il a entamé également, comme prévu, les préparatifs de l'offensive. : renforcement des routes d'accès, construction de voies ferrées étroites, cartographie précise de la zone d'attaque, mise en place du matériel, notamment de l'artillerie, et des approvisionnements, entraînement des troupes chargées de rompre le front bulgare. Sur les autres secteurs du front des opérations mineures sont menées pour entretenir le doute chez l'adversaire. Fin août d'Espèrey se déclare prêt à attaquer dès le 10 septembre et attend impatiemment que lui soit donné le feu vert.

Le 6 août, Guillaumat écrit *« J'ai remporté une grande victoire : le conseil de Versailles a fini par adopter toutes mes propositions. »*¹⁸

Mais, alors que depuis la mi-août le gouvernement français avait remis le plan détaillé de l'offensive à ses alliés, il attend toujours leur approbation qui ne vient pas. Londres reste dans le mutisme malgré les tentatives menées par l'ambassadeur de France à Londres (Paul Cambon), l'ambassadeur anglais en France (lord Derby, qui est, lui, partisan du projet d'offensive), ou encore par Guillaumat, que son poste de Gouverneur militaire de Paris met en contact avec beaucoup de gens influents, et qui a fini par convaincre le général Sackville West.

Par contre Guillaumat doit contrer les prises de position du représentant militaire français au Conseil interallié de Versailles : le général Belin s'y est fait manœuvrer par les Italiens, et s'est avancé à leur faire des promesses maladroites. Ce qui lui vaut une volée de bois vert et cette description sans appel de la position des Italiens :

*« Les Italiens sont de médiocres militaires, mais les premiers diplomates du monde. Depuis que le conseil de Versailles existe, ils cherchent à s'en servir pour leurs intérêts, ouvertement, ou par l'intermédiaire des Anglais. En Orient, ils ont pour but 1°) de conquérir toute l'Albanie, 2°) d'annexer Corfou et 3°) de réunir par chemin de fer Vallona à Koritza, puis à Florina et Constantinople. Nous croyons qu'ils pensent à la guerre, ils ne pensent qu'à l'après-guerre... »*¹⁹

Londres ne bouge toujours pas, ne répond pas, et le gouvernement de Rome calque sa position sur celle des Anglais.

Devant l'urgence des appels de d'Espèrey, Clemenceau se résout à envoyer Guillaumat plaider son dossier à Londres.

Il y part le 1^{er} septembre et rencontre le 2 septembre Lord Robert Cecil au Foreign Office, et le général Wilson, chef de l'état-major impérial.

Guillaumat a laissé quelques notes sur ces deux entretiens²⁰

Sur l'entretien avec Cecil,

« Ai exposé à nouveau la situation en insistant sur ce que :

17 C3G, 22 juillet, p. 346

18 C3G, 6 août, p. 350

19 SHD, Fonds Guillaumat, carton 6 . repris dans C3G, 23 août,, p. 356

20 SHD, Fonds Guillaumat, carton 6 . repris dans C3G, 2 sept, 18, pp. 360-361

- 1°) *On ne pouvait pas retirer de troupes avant d'avoir obtenu un succès (il en est convenu)*
- 2°) *Il était nécessaire d'employer l'armée grecque, qui ne pouvait rester mobilisée sans agir (il le reconnaît)*
- 3°) *L'état moral des Bulgares est très bas et ne résisterait pas à une attaque*
Objection : cette attaque n'aurait-elle pas précisément pour résultat de remonter ce moral et en particulier de rapprocher les Turcs et les Bulgares ?
J'estime que non, et que les Allemands sont hors d'état d'aider les Bulgares. [...]
Lord Cecil revient toujours à ce que la question ne regarde que les militaires, et que si le succès est certain il faut attaquer. Il me dit aussi qu'il faut s'entendre avec les Italiens.
Tout cela n'est en somme pas très franc et semble cacher une idée de derrière la tête »

Et pour l'entrevue avec Wilson :

« M'a aimablement reçu. A fait venir de général Radcliffe, chef du bureau des Opérations.

Dit ne pas avoir eu connaissance de l'étude sommaire du général d'Espèrey (ce qui semble inexact parce que Versailles l'a eue).

Dit que Milne a écrit pour dire que ses troupes étaient fatiguées. je lui répons qu'il ne s'agit pas de faire se battre les Anglais, mais les Serbes et les Grecs.

Ils veulent toujours étudier les plans détaillés, mais en somme s'en désintéressent, pourvu que les Anglais ne se battent pas, ou se battent le moins possible.

Mon impression est qu'on ferait mieux de ne pas consulter tout le monde, et de donner des ordres fermes à d'Espèrey.

Il faut attendre le 4 septembre pour que Guillaumat soit invité à s'expliquer devant le Comité de guerre britannique réuni à Downing Street, sous la présidence du Lloyd George (Premier ministre de sa majesté), accompagné de Lord Robert Cecil, du général Wilson et de Lord Milner. Côté français, Paul Cambon et Guillaumat.

Ce dernier y est à nouveau soumis aux mêmes questions, et y répond avec le même calme, la même ténacité et la même conviction dans le succès de l'offensive prévue. Une transcription de cette séance dépasse le cadre du présent article.²¹

A sa relecture on est frappé de voir que l'essentiel des questions posées par Lloyd George porte sur l'armée grecque et sa capacité à se battre – *sous-entendu à la place des Anglais* -, et sur la nécessité de faire entrer l'Italie dans l'offensive.

A la première série de questions, Guillaumat répond habilement :

« Le but à nous proposer est de remplacer progressivement une partie des effectifs français et anglais par des troupes helléniques [...] Pour des raisons d'ordre moral, il est impossible de le faire aujourd'hui ; au contraire, après une offensive, et après un succès que je regarde come certain, les troupes grecques seraient moralement en état de remplacer une partie de nos troupes. [...] D'autre part, c'est une opinion générale que l'armée grecque ne peut sans danger rester inactive.[...] En un mot il faut attaquer si nous voulons ensuite être en état de ramener du monde en Occident »

21 Disponible au SHD, Fonds Guillaumat, carton 6, et reprise en Annexe 8 de C3G pp. 435-440

A l'issue de cette session de questions et de réponses, Lloyd George demande une suspension de séance et revient ¼ d'heure après pour déclarer :
« *Je tiens à dire l'impression produite sur mes collègues et moi par les faits et les arguments si fortement présentés par le général Guillaumat ; Sa démonstration est très convaincante, et le gouvernement britannique adhère aux propositions qu'il a apportées devant nous. J'approuve particulièrement l'idée d'une attaque simultanée sur tous les fronts.* »

Il demande également que la même démarche soit entreprise auprès des Italiens, mais compte tenu du temps disponible, accepte de ne pas remettre en cause l'accord anglais au cas où Rome ne suivrait pas.

Une note de Paul Cambon résume ces échanges et leur résultat final. ²²

Guillaumat peut être satisfait de ce dernier, qu'il a atteint grâce à sa ténacité.

Reste à obtenir le consentement du gouvernement italien. Clemenceau, informé et heureux des résultats obtenus à Londres, dépêche aussitôt Guillaumat à Rome. Il y rencontre d'abord notre ambassadeur (Carrère), puis s'entretient le 10 septembre avec le premier ministre italien Orlando, et s'apprête à rencontrer le lendemain le général Diaz au GQG, quand il est rappelé par Clemenceau à Paris. Car le gouvernement italien a sans attendre donné son feu vert à l'opération.

Alors que d'Espèrey qui bout d'impatience à Salonique était – rapporte Guillaumat - sur le point d'envoyer un officier de son état-major « *par aéroplane* » à Rome pour « *causer avec moi* ».

D'Espèrey reçoit donc le 12 ou le 13 septembre, donc juste à temps, l'autorisation de lancer son offensive.

Le barrage d'artillerie se déclenche le 14, et le 15, les troupes d'assaut s'élancent. En deux jours le front bulgare est enfoncé et par la brèche ouverte le flot serbe et français s'engouffre, balaie les réserves accourues, et atteint la vallée du Vardar. Les armées ennemies sont coupées en deux : les deux armées bulgares de l'aile gauche battent en retraite vers leur frontière, tandis que, à l'aile droite, l'armée bulgare-allemande est rejetée vers la montagne dont elle ne peut plus sortir que par un défilé étroit et long de 80 km qui débouche sur Uskub.

C'est à ce moment qu'y arrive la brigade Jouinot-Gambetta

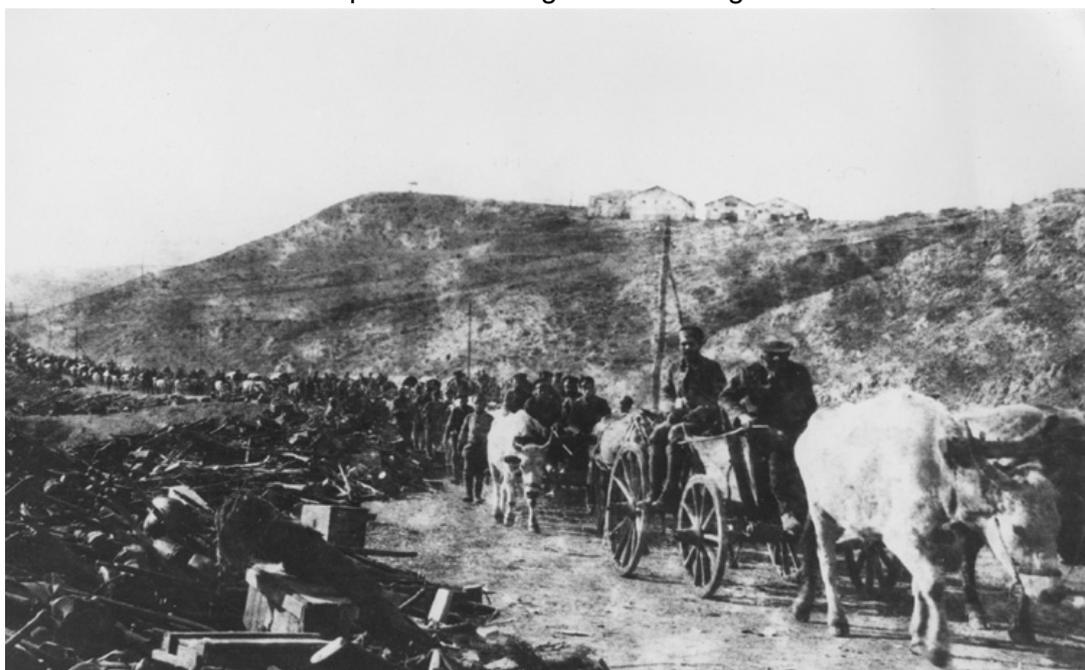
Clemenceau avait évoqué en août avec Guillaumat la possibilité de le renvoyer à Salonique, sans trop préciser si c'était à la place de, ou avec Franchet d'Espèrey. Finalement, avec le déclenchement de l'offensive, cette proposition resta lettre morte.

Et comme le succès de la contre-offensive sur le front de France, lancée au début juillet, ainsi que la montée en ligne du contingent américain, rendaient inutile le maintien d'un Groupe des Armées de Paris, Guillaumat commença à se sentir désœuvré.

S'il put, en même temps que d'Espèrey, recevoir la médaille militaire le 30 septembre, il dut, faute d'autres options, accepter de prendre, à compter du 5 octobre, le commandement de la 5^{ème} Armée, qu'il conduisit de Reims à Charleville Mézières où retentit le clairon de l'armistice.

22 C3G, 4 sept 18,p.362

Colonne de prisonniers bulgares de la brigade Jouinot-Gambetta



(Archives Franchet d'Espèrey)